



HAL
open science

Modélisation versus monographie? Les apports d'un débat méthodologique. Le cas de la réorganisation de l'appareil commercial alimentaire

Michaël Pouzenc, Estelle Saada

► To cite this version:

Michaël Pouzenc, Estelle Saada. Modélisation versus monographie? Les apports d'un débat méthodologique. Le cas de la réorganisation de l'appareil commercial alimentaire. *Mosella: revue du Centre d'études géographiques de Metz*, 2001, 3-4, pp.461-471. hal-01568274

HAL Id: hal-01568274

<https://hal.science/hal-01568274>

Submitted on 25 Jul 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MODELISATION VERSUS MONOGRAPHIE ? LES APPORTS D'UN DEBAT METHODOLOGIQUE. LE CAS DE LA REORGANISATION DE L'APPAREIL COMMERCIAL ALIMENTAIRE.

Michaël POUZENC
Département de Géographie et Aménagement
Université de Toulouse 2
pouzenc@univ-tlse2.fr

Estelle SAADA
Département d'Economie
Université de Marne-la-Vallée
saada@univ-mlv.fr

RESUME

Un même processus, celui de la réorganisation de l'appareil commercial alimentaire, a été analysé dans le cadre de deux thèses, l'une présentée par une économiste et privilégiant la construction de modèles mathématiques, l'autre présentée par un géographe et se fondant sur différentes monographies. La confrontation de ces deux approches « modélisatrice » et « monographique » permet de les enrichir mutuellement, tant pour approfondir le travail de critique méthodologique que pour faire émerger des pistes nouvelles d'investigation.

ABSTRACT

A same process, food retailers re-organisation, has been analysed in two thesis, the one realised by an economist and based on mathematics models, the other realised by a geographer and based on monographies. The comparison between these two « modelling » and « monographic » approaches allows to enhance them each other, opening a deeper work of methodologic criticize and new research ways.

ZUSAMMENFASSUNG

Ein und derselbe Prozess, jener der Reorganisation des Lebensmittel Einzelhandels, wurde im Rahmen von zwei Dissertationen analysiert, eine von einer Ökonomin unter Bevorzugung mathematischer Modellkonstruktion verfasst, die andere von einem Geographen unter Bezugnahme auf verschiedene Einzeldarstellungen. Die Konfrontation der beiden "modellierenden" und "monographischen" Ansätze ermöglicht eine gegenseitige Bereicherung, sowohl im Hinblick auf eine vertiefende methodologische Kritik, als auch im Hinblick auf die Entdeckung neuer Forschungsrichtungen.

De manière schématique, deux approches se côtoient pour appréhender les dynamiques de recomposition des territoires. La première construit ou mobilise différents modèles, par exemple des modèles mathématiques ; la seconde recourt de préférence à des études sur le terrain, prenant souvent la forme de monographies régionales. En somme coexistent une approche « modélisatrice » et une approche « monographique », même si ces termes ne conviennent qu'imparfaitement, un travail de modélisation n'étant jamais totalement déconnecté d'investigations « sur le terrain », de même qu'un travail de monographie, ne serait-ce que parce qu'il nécessite le choix d'un nombre défini d'indicateurs à prendre en compte, suppose la construction d'un « modèle », même implicite, de la réalité à examiner.

Dans le cadre d'une thèse d'économie et d'une thèse de géographie, nous avons utilisé ces deux approches à propos d'un même processus, celui de la réorganisation de l'appareil commercial alimentaire. Ont été étudiées, notamment, les logiques qui président à la localisation des grandes surfaces alimentaires, celles qui président à la re-localisation ou à l'adaptation des petits commerces, face à l'expansion de la grande distribution, et enfin les évolutions que connaissent ces différentes logiques. Après une présentation rapide des démarches inhérentes à chaque thèse, il nous paraît utile de relier comment leurs auteurs, enseignants-chercheurs « ordinaires » (non épistémologues), ont tenté de mettre en dialogue leurs approches respectives.

1. - PRESENTATION DES DEUX DEMARCHES DE RECHERCHE ET DES RESULTATS OBTENUS :

Partant d'une même question (quels sont les effets, dans un espace donné, de l'implantation d'une grande surface alimentaire ?), les deux démarches de recherche se sont développées de manière sensiblement différentes.

1.1. - La démarche d'un économiste : le cadre d'analyse et ses résultats

Le cadre d'analyse présenté ici est celui emprunté dans la thèse de sciences économiques intitulée " Différenciation du produit et concurrence spatiale. Contribution au modèle de la ville circulaire ". Les choix méthodologiques n'engagent par conséquent que leur auteur et ne sont que le reflet d'une démarche possible en économie. Compte tenu de la diversité des approches au sein même de cette discipline, il ne saurait être question ici de représenter « la » démarche économique, mais bien une démarche parmi tant d'autres.

1.1.1. - Le cadre conceptuel

L'objectif premier de cette approche a été de se demander comment à partir d'un modèle canonique, standard de l'économie industrielle et spatiale, il est possible de saisir un fait stylisé de la réalité socio-économique. Notre ambition n'était pas seulement de décrire une réalité, mais également de parvenir à un certain degré d'intelligibilité du réel en étant capable de rendre compte des conséquences d'un phénomène, d'un « choc » ou d'une perturbation de l'environnement. En l'occurrence, il s'agissait ici d'étudier les conséquences du durcissement du cadre législatif concernant l'ouverture des grandes surfaces en France. Il est aujourd'hui quasiment impossible d'ouvrir une nouvelle grande surface de plus de 1000m². L'ambition affichée de ce durcissement législatif consiste en la protection du petit commerce. Or les résultats issus de nos recherches tendent à montrer que :

- non seulement cette loi procure aux grandes surfaces déjà existantes une position de « monopoles locaux » à l'abri désormais de toute concurrence potentielle,
- mais également que sous certaines conditions, la présence d'une grande surface peut s'avérer très bénéfique pour les petits commerces. Nous allons essayer de voir sous quelles hypothèses.

1.1.2. - La méthode

Dans un premier temps, il nous a fallu faire le choix d'un modèle théorique pouvant être le mieux adapté à notre problématique. Notre choix a porté sur le modèle de la ville circulaire élaboré par S. Salop¹ en 1979. Il s'agit d'un modèle de localisation d'un certain nombre de firmes (toutes identiques) sur la périphérie d'un cercle représentant une ville où réside un continuum de consommateurs.

Dans un second temps, nous avons entamé la construction d'un modèle théorique propre permettant de faire apparaître les phénomènes que nous voulions mettre en évidence. Pour cela, nous avons introduit dans ce modèle de nouvelles hypothèses relatives à la situation étudiée. Notamment, nous sommes revenus sur l'hypothèse de parfaite symétrie du modèle de base, en supposant qu'à l'intérieur de la ville constituée uniquement de firmes toutes identiques, appelées « petits commerces », une firme de taille supérieure, plus efficiente que les autres, appelée « grande surface » déciderait de s'implanter. L'introduction d'une telle asymétrie, l'une des firmes disposant d'une structure de coût plus avantageuse que les autres, nous permettrait alors d'étudier les effets de prédation et les effets-prix engendrés par la présence de cette nouvelle firme sur le marché. Dès lors, une première question se posait tout naturellement à nous : dans la nouvelle structure de marché, combien de petits commerces vont être amenés à disparaître et sous quelles conditions ? Une autre question qui préoccupe essentiellement l'économiste fut de savoir quelles pourraient être les repercussions sur les prix d'une telle situation ?

Afin de répondre à ces questions, il nous a ensuite fallu procéder à la résolution de l'équation matricielle du problème ainsi formulé. Ce qui revenait à résoudre mathématiquement un système d'équations en dynamique. La lourdeur des équations nous a ensuite obligés à procéder à des simulations numériques pour accéder à une meilleure lisibilité de certains des résultats obtenus.

1.1.3. - Les principaux résultats

- De quoi dépend l'effet prédation ?

Tout d'abord et cela va sans dire, du différentiel de coût entre les deux types de firmes présentes sur le marché. Plus la grande surface dispose d'une structure de coût avantageuse et plus les petits commerces environnants vont être amenés à disparaître. Cela étant dit, c'est pourtant dans ce cas de figure que les petits commerces qui parviennent à se maintenir sur le marché, réalisent les plus gros profits et que le niveau de bien-être social est le plus élevé. Si la grande surface est de taille moyenne, la concurrence entre les firmes est moins vive, et même si un nombre moins important de petits commerces disparaît, le niveau des prix demeure si élevé que le bien-être social se trouve dégradé. Enfin, l'effet de prédation dépend d'autres variables, telles que le coût de déplacement des consommateurs, la quantité de moyens de locomotion, le fait de savoir si la ville est plus ou moins bien desservie en transports en commun, autrement dit si les agents sont comme « figés » dans le territoire pour des raisons économiques ou au contraire très mobiles. Si par exemple la ville est bien dotée en transports en commun de centre-ville, alors la grande surface n'aura que peu d'effet.

- De quoi dépend l'effet sur les prix ?

De façon tout à fait contre-intuitive, l'effet de la présence d'une « grande surface » peut s'avérer inflationniste ou déflationniste sous certaines conditions. Si par exemple, l'entrée de la grande surface engendre la disparition massive des petits commerces environnants, elle risque de dégrader dans le même temps une demande accrue de la part des habitants les plus éloignés de la grande surface, à la faveur des petits commerces « survivants ». Ceux-ci se retrouvent alors en situation de quasi-monopoles locaux. Des lors, ils vont tirer profit de leur situation et l'on assistera à un phénomène inflationniste important. A l'inverse, si une majorité de petits commerces parvient à se maintenir sur le marché, la

¹ S. Salop, « Monopolistic competition with outside goods », The Bell Journal of Economics, vol. 10, n°1, 1979.

concurrence accrue du fait de la présence de la grande surface aura tendance à faire apparaître un phénomène déflationniste, les prix évolueront à la baisse.

- Quelle conclusion peut-on porter sur le cadre législatif ?

Il semble donc que le durcissement du cadre législatif, consistant à empêcher l'entrée de nouvelles grandes surfaces de taille importante, risque d'une part, de ne pas protéger le petit commerce, ce qui était son ambition affichée. En effet, le développement de grandes surfaces de « grande » taille est souvent bénéfique au petit commerce mais il est toujours préférable à la multiplication des grandes surfaces de tailles « moyennes ». Or l'on assiste aujourd'hui au développement massif de ces dernières, extrêmement nuisible pour le petit commerce. D'autre part, il semble que l'orientation législative actuelle soit en définitive très positive pour la grande surface elle-même, écartant toute concurrence potentielle sérieuse, susceptible un jour de dégrader ses marges. La question reste donc posée, qui donc protège la loi en définitive ?

1.2. - La démarche d'un géographe : le cadre d'analyse et ses résultats

Les points-clés présentés ici sont la présentation synthétique d'un travail effectué dans le cadre d'une thèse de géographie intitulée " Grande distribution alimentaire et recomposition des territoires. Etude de stratégies d'acteurs dans des zones rurales de Midi-Pyrénées " et à laquelle le lecteur est invité à se reporter pour de plus amples détails

1.2.1. - Le cadre conceptuel

Se situant à la croisée de la géographie rurale, de la géographie du commerce et de l'aménagement du territoire, cette thèse a eu pour objectif d'analyser la participation de la grande distribution alimentaire à un mouvement de décomposition-recomposition des territoires ruraux, à la fois pour mieux comprendre les processus généraux d'évolution des territoires, pour vérifier l'hypothèse d'un renouvellement des spécificités rurales et enfin pour contribuer aux débats concernant les relations entre grande distribution et aménagement du territoire.

L'hypothèse principale de ce travail est que le mouvement de décomposition-recomposition des territoires découle pour une bonne part d'une évolution des processus par lesquels nous organisons nos espaces. Plus précisément, la mutation des territoires découle d'un renouvellement des stratégies d'acteurs de tous ordres (acteurs économiques, sociaux, politico-administratifs, aussi bien qu'individus), qui se traduit par un renouvellement de leurs pratiques spatiales et de la manière dont ils organisent les espaces qu'ils investissent. Cette hypothèse suggère que l'étude des processus d'organisation de l'espace par les stratégies d'acteurs est particulièrement adaptée à l'objectif de mieux comprendre les dynamiques territoriales, ou du moins certaines d'entre elles, qui ne peuvent pas s'analyser simplement comme le fruit de tendances "globales", mais dans lesquelles au contraire certains acteurs tiennent un rôle essentiel. Dans cette optique, les stratégies de la grande distribution alimentaire paraissent particulièrement intéressantes à étudier, au vu de leurs impacts territoriaux a priori importants.

1.2.2. - La méthode

Nous avons défini un système d'acteurs à étudier, au centre duquel ont été placés les grands distributeurs alimentaires, puis les fournisseurs, les pouvoirs publics, les petits commerçants alimentaires, les autres formes de commerce, les prestataires des services et les habitants-consommateurs. Nous avons ensuite réalisé des "monographies spatiales d'acteurs" et des "monographies régionales". Les monographies spatiales d'acteurs décrivent les interrelations qu'entretient une entreprise avec les acteurs qui l'entourent ; les éléments descriptifs sont sélectionnés en fonction d'un seul but : détailler le rapport à l'espace de ces jeux d'acteurs. La monographie régionale adaptée à nos objectifs de

recherche a pour base la monographie régionale habituellement utilisée en géographie. Cependant, il ne s'agit pas tant de décrire finement et exhaustivement les différents éléments caractérisant l'espace étudié que de contribuer à l'analyse des jeux d'acteurs qui s'opèrent dans cet espace autour de la grande distribution alimentaire. L'objectif est alors de compléter l'étude de ces jeux d'acteurs en faisant apparaître les processus d'organisation de l'espace et de recomposition des territoires qui se prêtent mal à une analyse en termes de stratégies d'acteurs et qui correspondent davantage à un ensemble de contingences, dans lequel s'inscrivent les jeux des systèmes d'acteurs entourant la grande distribution alimentaire.

Quatre monographies spatiales d'acteurs ont ainsi été réalisées, centrées sur le supermarché d'un bourg rural, l'hypermarché d'une petite ville, le principal centre commercial de la périphérie toulousaine et enfin la centrale régionale d'un groupe de distribution. Ces 4 monographies spatiales d'acteurs s'inscrivent dans 3 monographies régionales, concernant des zones emboîtées les unes dans les autres : la région Midi-Pyrénées, le Comminges (15 cantons) et la Barousse (1 canton). Ces monographies ont demandé par exemple la réalisation d'un historique des créations de grandes surfaces et des disparitions de petits commerces, des enquêtes auprès d'habitants, de commerçants, d'étus et de socio-professionnels, ou encore un dépouillement des chèques encaissés dans les différentes grandes surfaces du Comminges, pour connaître la provenance des clients.

1.2.3. - Les principaux résultats

- Si la grande distribution alimentaire était un fait urbain durant les décennies 1960 et 1970, elle est aussi devenue un fait rural, dans la décennie 1980, du fait de l'essor très important des supermarchés en milieu rural. Ceci a induit un redéploiement de l'appareil commercial qui passe, aussi bien pour la localisation des grandes surfaces que pour celle des petits commerces, par de nouveaux compromis entre une logique d'accessibilité, une logique de quadrillage du territoire et une logique de synergie.

- Les spécificités des territoires ruraux se renouvellent parce que se re-produisent des contextes d'action qui leur sont propres. En effet, la grande distribution alimentaire n'est pas en mesure d'appliquer uniquement une stratégie de standardisation du territoire national. Au contraire, dans un contexte concurrentiel difficile, il est notamment, en milieu rural, à une faible densité de la clientèle et à une forte évansion commerciale vers les pôles urbains, la réussite de la grande distribution passe par son intégration au milieu local et par la prise en compte des spécificités de ce milieu. C'est en cela qu'il y a re-production d'un contexte d'action spécifique.

- Enfin, certaines possibilités apparaissent pour mettre en cohérence les actions de la grande distribution alimentaire avec celles des acteurs qui l'entourent. De multiples stratégies d'ajustement réciproque ont en effet été relevées et il ressort que les pouvoirs publics ont un rôle à jouer dans la production des informations nécessaires à ces ajustements. En outre, suite à la profonde concentration spatiale de l'appareil commercial, la géographie de la concurrence a changé entre les décennies 1980 et 1990, rendant obsolètes les outils prévisionnels utilisés habituellement et rendant risquée la course aux agrandissements des super et hypermarchés. Le contexte actuel paraît ainsi plus favorable, dans certaines zones rurales, pour une mobilisation par les pouvoirs publics de différentes catégories d'acteurs, afin de mener une réflexion collective sur l'organisation spatiale souhaitable de l'appareil commercial.

Bien qu'elles portent sur un même processus, les deux démarches de recherche exposées ici brièvement s'avèrent donc très différentes, à la fois dans leurs questionnements, leurs concepts, leurs méthodes et leurs résultats. Nous allons voir que cela n'enlève rien à l'intérêt de leur confrontation, au contraire : la part d'implicite que recèle chacune d'elles n'en ressort que mieux.

2 - APPORTS METHODOLOGIQUES ISSUS DE LA CONFRONTATION DES DEUX APPROCHES

Suivant le point de vue de R. Boudon et de F. Bourricaud², nous nous accordons à penser que la méthodologie désigne moins les techniques (enquête empirique, analyse de données...) que l'activité critique en elle-même, et est en cela source d'avancées scientifiques. Ainsi appréhendé, le débat méthodologique s'applique à tous types de recherche (quantitative, qualitative, empirique, théorique...): il permet de dépasser l'absence d'un langage commun entre différentes disciplines, de garder une distance par rapport à des travaux qui semblent parfois contenir une objectivité immédiate et risquent de conduire à des interprétations erronées (fausses corrélations): enfin, et surtout, il permet la mise en dialogue d'approches radicalement différentes.

Le travail d'analyse méthodologique consiste à s'interroger, d'une part, sur les composantes et la structure du raisonnement produit (critique interne), et d'autre part sur la congruence entre le raisonnement produit et l'observation (critique externe). La critique interne consiste à poser la question de la cohérence entre hypothèses et conclusions à tous les échelons du raisonnement, la critique externe oblige à se demander en permanence s'il existe des faits opposables au raisonnement produit, ou des faits dont le raisonnement ne rend pas compte.

2.1. - Confrontation des démarches et « critique interne »

- Il convient dans un premier temps de préciser quelles ont été les intentions théoriques sous-jacentes à chacun de nos travaux. En effet, nous avons adopté deux perspectives différentes qui sont en définitive révélatrices de deux logiques qui émanent d'intentions théoriques profondément distinctes. L'approche du géographe consiste à se poser des questions en terme d'aménagement du territoire lorsque l'économiste s'intéresse aux évolutions de structure de marché. Le premier pense la notion de centre uniquement comme étant le centre géographique d'une zone étudiée, le second peut faire référence à la notion de centralité tout comme à celle de distance, uniquement comme à des référents symboliques, le centre du marché, n'ayant pas forcément de lien avec le centre géométrique de la ville et la distance pouvant être perçue comme plus ou moins importante selon le coût qui lui est associé.

Autrement dit, un habitant lambda peut résider géographiquement tout près d'un petit commerce, et pour autant du fait de la présence d'une autoroute et de parkings gratuits à l'entrée de la grande surface, être à une distance-coût bien moins importante de la grande surface qu'il ne l'est du petit commerce.

- On voit ici que la réflexion en terme d'intention théorique, nous amène à déceler les présupposés épistémologiques implicites dans nos deux démarches. C'est pourquoi, nous ne pouvons en rester là et il nous faut pousser la critique interne jusqu'à identifier les failles et les faiblesses de certains concepts, à toujours veiller à s'écartier de la facilité qui consiste en l'utilisation de raccourcis, de « pseudo-concepts » plus exactement, qui amènent à des explications tautologiques. Sans nul doute, le débat méthodologique fait apparaître les points où la conceptualisation est inachevée, ce qui semble être le cas pour les notions « d'espaces de vie », de « spécificités du rural » ou de « liens d'inter-connaissance entre les habitants », notions utilisées dans la thèse monographique, ou des notions de « bien-être social », de « ville » ou de « coûts de déplacement » dans la thèse modélisatrice.

Il nous faut donc éclaircir ces définitions pour pouvoir les partager, et les prendre en compte avec plus de rigueur, et ce quelle que soit l'approche retenue. En

outre, ces pseudo-concepts recèlent des implications lourdes de conséquences et dont le débat méthodologique aide à prendre la mesure. C'est le cas de la notion de « proximité », qui donne lieu par ailleurs à de riches débats entre économistes et géographes. C'est le cas également de la notion de « centre », qui renvoie à des objets différents dans les deux démarches présentées ici, autrement dit implicitement à des objectifs différents: il n'est pas neutre de se poser des questions en terme de structures de marché plutôt qu'en terme de répartition dans l'espace ou d'aménagement du territoire.

- Enfin, la confrontation de nos deux démarches nous a permis de mettre en lumière les *a priori* et les hypothèses sous-jacentes à nos travaux, voire de remettre en question leur validité scientifique. Il ressort de ce dialogue méthodologique que plusieurs hypothèses sont partagées par nos deux corpus théoriques et sont donc communes à nos travaux.

Par exemple il apparaît clairement que l'existence d'un lien entre nature des firmes (grande surface /petit commerce) et stratégies est indubitable. Toutefois, le traitement différencié de ce lien dans chacune de nos démarches, donne à nouveau à penser. Dans l'approche formalisée empruntée par l'économiste, le type de firme correspond à un type de stratégie. Par exemple le type « grande surface » équivaut strictement à « accessibilité » alors que celui de « petit commerce » est associé à la stratégie de quadrillage du territoire. Moins réductrice, l'approche du géographe quant à elle, considère que chaque firme utilise à des degrés divers l'ensemble des stratégies possibles, mais a du mal de ce fait à les hiérarchiser. De même, il semble pour l'économiste qu'il existe des stratégies de firmes différentes selon l'échelle d'analyse (locale, nationale ou internationale) alors que là encore l'ambition d'épuiser le réel par exigence d'exhaustivité, ne permet pas au géographe de les associer à un type précis de firmes.

Plus largement, le débat méthodologique invite à expliciter le « background » théorique et notre représentation de ce qu'est l'activité scientifique. Par exemple, la confrontation d'une démarche principalement théorique à une démarche principalement empirique conduit à discuter la scientificité de cette dernière, à mettre au jour la posture de recherche qui lui est sous-jacente et à en développer jusqu'au bout les implications. A titre d'illustration, nous pourrions reprendre pour l'approche monographique la posture que défend E. Friedberg pour l'approche organisationnelle. Cette posture est quasiment antinomique à celle qui vise l'élaboration de connaissances et de règles générales: « *Etudier la dimension organisationnelle de l'action sociale conduit à considérer la structuration de tout contexte d'action comme une solution chaque fois spécifique que des acteurs, relativement autonomes et agissant dans les contraintes générales d'une rationalité limitée, ont trouvée pour régler leur coopération conflictuelle et pour gérer leur interdépendance stratégique. Cette solution est contingente, au sens radical du terme. Elle dépend des caractéristiques techniques, économiques, sociales et culturelles qui constituent en quelque sorte la pré-structuration du contexte en question. Mais, en même temps, elle est irréductible à celle-ci, car elle correspond aussi et toujours à une création arbitraire et aléatoire. Aucune loi universelle, aucun déterminisme et aucun principe abstrait ne peuvent donc en expliquer la forme et la dynamique spécifique. Cette explication ne peut qu'être elle-même locale, c'est-à-dire fondée sur la connaissance empirique des conduites réelles des acteurs* »³. Dans cette perspective, les connaissances dégagées par une telle approche se traduisent en termes « d'armature intellectuelle », de capacité à « mettre en évidence et interroger des faits », de capacité à « instruire et éclairer d'une manière nouvelle un ensemble d'interdépendances stratégiques »⁴, que l'on peut résumer par la construction d'un savoir-faire, outre la production de connaissances d'ordre monographique, spécifiques à chaque jeu d'acteurs étudié. Il manquerait alors à tester la pertinence d'une telle définition

² R. Boudon et F. Bourricaud, 2000, p.369-374.

³ E. Friedberg, 1993, p.19-21.

⁴ idem.

« radicale » de notre posture de recherche. Du côté de l'approche de l'économiste, il faut distinguer différents types de modèles dont tous ne partagent pas la même vocation. Dans un premier temps, il faut distinguer les modèles à finalité « normative », « descriptive » et ceux à finalité « explicative ». Ensuite, certains modèles très abstraits qu'on appelle souvent « théoriques » ont l'ambition d'être généralisables, « indépendants de tout contexte spatio-temporel particulier »⁵. C'est le cas du modèle présenté plus haut. A l'opposé, d'autres modèles « visent à interpréter des données propres à un contexte spatio-temporel particulier sans viser à une application plus générale »⁶.

Enfin, la confrontation des deux démarches de recherche mène à quel point était fondée l'impression laissée par la première partie : ces démarches sont fondamentalement différentes, aussi bien dans leurs questionnements et leurs concepts que dans leurs fondements épistémologiques. De telles différences laissent tout lieu de penser que, si leur confrontation est enrichissante, il n'est par contre pas possible de transposer directement des éléments de raisonnement d'une approche vers l'autre.

2.2. - Confrontation des résultats et « critique externe »

Nous avons évoqué ci-dessus l'idée selon laquelle l'approche modélisatrice, pour une catégorie de modèles tout au moins, tend à produire des connaissances de portée générale alors que l'approche monographique tend à produire des connaissances de portée locale, autrement dit fondamentalement différentes quant à leur nature. Cependant, cette dichotomie ne paraît que partiellement satisfaisante. L'analyse de la critique « externe » tend à montrer que chacune d'elles produit des résultats de diverses natures et de portée inégale. Elle invite donc à poursuivre la réflexion sur la nature des résultats obtenus et leur domaine de validité.

- La question de l'étendue du domaine de validité d'une science et plus précisément d'une recherche donnée, s'est posée presque immédiatement lors de la confrontation de nos travaux, tant pour l'un que pour l'autre. Quand a-t-on le droit de décrier que la validité d'une recherche est « locale » ou qu'elle peut être étendue au-delà du cas précisément étudié ? S'il est démontré que les connaissances produites sont purement contingentes et donc non généralisables, autrement dit qu'aucune démarche inductive ne serait pertinente, la valeur ajoutée d'un tel travail réside alors dans sa capacité à déceler avec minutie les causes de la spécificité du cas étudié afin de permettre à tous d'accéder aux caractéristiques de cette spécificité. Lorsque en revanche, l'étude est généralisable, elle peut l'être du fait des hypothèses et du degré d'abstraction qu'elle contient, mais sa généralisation peut résider également dans l'existence d'un savoir-faire acquis qui, lui, serait transposable à d'autres situations données.

Dans tous les cas de figure, il convient de toujours veiller à circonscrire le domaine de validité de nos résultats et à s'assurer en permanence de l'existence de « variables de contrôle » permettant d'appliquer le principe popperien⁷ de « falsifiabilité », pour évaluer la scientificité d'une théorie. Par exemple, la distinction entre « concurrence localisée » et « concurrence généralisée », telle qu'elle est énoncée dans la thèse modélisatrice, peut amener à revoir l'interprétation présentée dans la thèse monographique, concernant l'évolution des localisations de grandes surfaces et de petits commerces. Réciproquement, l'observation dans le cadre du travail monographique de phénomènes de réouverture de petits commerces en affiliation avec la grande surface, peut amener à dépasser la vision, sous-jacente au modèle, d'une opposition radicale entre petits commerces et grandes surfaces. Plus largement, le débat méthodologique aide à relativiser la modélisation, montrant qu'elle rend compte d'une tendance parmi plusieurs et faisant apparaître des cas « déviants » qui

définissent des exceptions à la théorie énoncée ou l'origine même d'une théorie alternative.

- La mise en discussion de nos approches nous a permis de ne plus prendre pour acquis les liens de causalité que « naturellement » chacun dans nos disciplines nous empruntons. Les liens d'interdépendance ou de relations fonctionnelles entre les phénomènes demandent à être objectivés pour ne pas intervenir malencontreusement la séquence « cause/conséquence ». La manière d'appréhender le comportement d'un chat en donne un exemple. L'approche géographique opte pour un lien causal, exprimant ainsi que les comportements d'un chat ont évolué sur une période relativement récente. L'approche économique quant à elle va tenter de déterminer l'origine de cette évolution et conclura que c'est justement la désertification de l'offre commerciale qui est, entre autres causes, à l'origine des changements de comportements d'un chat.

- Il convient enfin de s'interroger sur la notion de « transférabilité » des résultats obtenus de part et d'autre. Transférabilité interdisciplinaire mais aussi transférabilité entre les milieux de la recherche et ceux de l'action, notamment l'action politique. Examinons tout d'abord la « transférabilité » interdisciplinaire. D'une façon générale, plusieurs résultats émergent de nos deux approches. Comme nous l'avons vu plus haut, certains ont des résonances d'une discipline à l'autre, d'autres souffrent d'un manque de vocabulaire commun qui les rend a priori difficilement utilisables en l'état, d'autres enfin appartiennent à des préoccupations d'ensembles disjoints. Enfin, certains résultats ont une portée qui dépasse le strict cadre de la recherche scientifique et ont vocation à alimenter les débats de l'exécuteur local ou national.

Chacun de ces résultats constitue pour autant un apport conséquent sur le plan de nos recherches respectives, qu'il soit un résultat directement transférable ou qu'il permette à chacun de mieux sérier son champ d'investigation. Il apparaît toutefois que si les connaissances produites par l'approche monographique ne sont pas « applicables » comme peuvent l'être un principe ou une règle générale issues de l'approche modélisatrice, en revanche « elles sont "utilisables" par les acteurs du contexte d'action spécifique étudié. Ceux-ci peuvent en tirer une compréhension de leur contexte d'action, ils peuvent y trouver un "effet de miroir" de leurs propres comportements replacés dans l'ensemble des autres comportements auxquels ils sont confrontés quotidiennement et qui expliquent partiellement le leur. Bref, ils peuvent y trouver un moyen de prendre du recul par rapport à leur propre pratique et un moyen pour la régénérer. Et la dynamique enclenchée par ces réajustements constitue à son tour un test de la validité et de la pertinence des analyses et des connaissances qui les ont inspirés »⁸.

Qu'en est-il à présent de l'aspect opératoire des résultats obtenus ? Parfois il nous a semblé que les résultats obtenus n'étaient rien d'autre que les deux facettes d'une même réalité. Par exemple, si la modélisation montre les insuffisances profondes, au niveau national, des lois censées régir l'expansion de la grande distribution, l'approche monographique montre pour sa part qu'un traitement politique de la relation grande distribution-aménagement du territoire s'annonce peu satisfaisant s'il ne prend en compte que les stratégies et déterminants relevant de l'échelle nationale, et s'il néglige la diversité des impacts territoriaux que peut avoir la grande distribution, selon les contextes d'action dans lesquels elle se trouve.

L'approche économique quant à elle, est depuis son origine et par définition à la recherche d'une pragmatique, d'une visée téléologique. Par exemple, suite aux conclusions de l'analyse économique, il apparaît que les pouvoirs publics locaux peuvent jouer directement un rôle en améliorant les transports en commun, afin que le déplacement vers les petits commerces soit moins onéreux que celui vers les grandes surfaces, atténuant ainsi l'effet de prédation. L'approche économique établit en outre qu'il serait plus efficace socialement d'avoir une grande surface de « grande taille » que plusieurs de taille « moyenne ». Faut-il renoncer aux nombreuses créations d'emploi émanant de la présence d'un grand nombre de grandes surfaces de taille moyenne ou privilégier la situation des

⁵ R. Boudon et F. Bourricaud, 2000, p388-396.

⁶ Idem.

⁷ K. Popper, 1973.

⁸ E. Friedberg, 1993, p382-383.

petits commerçants ou encore celle des consommateurs ? Ici se trouve la limite entre la recherche et les usages politiques des fruits de la recherche. C'est tout le problème de l'éthique de conviction et de l'éthique de responsabilité qui est posé là et qu'il appartient aux législateurs et aux politiques de résoudre.

A l'issue de ce travail de mise en perspective méthodologique, de nouvelles pistes de recherche sont apparues pour chacune des deux approches. Nous avons déjà évoqué l'idée que la distinction entre "concurrence localisée" et "concurrence généralisée" ouvre une possibilité pour mieux analyser le très fort chevauchement des aires de chalandise constaté sur le terrain. De même, l'étude monographique des pratiques d'achat des consommateurs peut amener à diversifier les facteurs pris en compte dans la modélisation : par exemple, le trajet [lieu de travail / point de vente] et pas seulement celui du [lieu de résidence/ commerce] ou encore la catégorie [grande surface la mieux située sur le trajet domicile-travail], en complément de [grande surface la plus proche du domicile]. Cela permettra de réfléchir plus avant sur la notion de « proximité ». Il peut également être fructueux d'introduire la notion de « spécificité du rural », la « qualité de vie », les affiliations PC/GS, les galeries marchandes, l'offre différenciée entre petit commerce et grande surface dans l'approche modélisée. Il convient enfin de tenir compte du rôle des pouvoirs publics comme élément d'interface dans l'information mise à la disposition des acteurs économiques de la grande distribution, et comme élément moteur de la valorisation du « local », par exemple dans la diffusion des spécificités de l'artisanat local, qui peuvent s'inscrire dans la stratégie très en vogue actuellement, d'« intégration spatiale » de certaines grandes surfaces.

Toutefois, il ne s'agit bien à chaque fois que de pistes nouvelles de travail. La partie précédente a en effet établi que les deux approches ont des fondements, des objectifs et des concepts foncièrement différents, ne permettant généralement pas de transposer directement des éléments de raisonnement de l'une vers l'autre. Il en découle que les résultats obtenus grâce à l'une des approches ne peuvent pas être tels quels utilisés par l'autre approche, avant d'avoir été validés « en interne » par son propre dispositif de preuve. Par exemple, la modélisation mathématique aboutit au résultat, difficile à établir par l'approche monographique, que l'implantation d'une grande surface de grande taille a moins d'effets néfastes sur les petits commerces environnants que l'implantation de plusieurs grandes surfaces de taille moyenne. Un tel résultat ne peut pas être considéré comme un acquis réutilisable par l'approche monographique ; il peut pas être considéré dans le cadre de cette approche, d'hypothèse de départ en vue d'évaluer la pertinence de l'organisation spatiale de l'appareil commercial, ouvrant une piste de travail fort intéressante pour les décideurs.

CONCLUSION

Les approches monographique et modélisatrice, du moins telles qu'elles ont été définies dans le cadre des travaux présentés ici, relèvent de deux logiques foncièrement différentes : il a été établi que la transposition directe d'éléments de raisonnement de l'une vers l'autre n'est généralement pas possible. Cependant, la confrontation de ces approches permet d'enrichir chacune d'elles d'au moins deux manières : d'une part, cette confrontation nous donne un outil supplémentaire pour approfondir le travail de critique méthodologique, pour (ré)interroger notre démarche, en vue d'une meilleure maîtrise de ses potentialités et de ses limites, d'autre part elle fait émerger des pistes nouvelles de travail.

BIBLIOGRAPHIE :

- BOUDON (Raymond) et BOURRICAUD (François), Dictionnaire critique de la sociologie, Quadrige, PUF, 2000, 714p.
- ECKERT (Denis), Evaluation et prospective des territoires, Paris, La Documentation française, 1996, 250p.
- FRIEDBERG (Ehard), Le pouvoir et la règle, Paris, Le Seuil, 1993, 384p.
- KUHN (Thomas Samuel), La Structure des Révolutions Scientifiques, Flammarion, Paris, 1972.
- MARCONIS (Robert), Introduction à la géographie, Paris, Colin, 1996, 213p.
- POPPER (Karl), La logique de la découverte scientifique, Paris, Payot, 1973.
- POUZENC (Michaël), Grande distribution alimentaire et recomposition des territoires. Etude de stratégies d'acteurs dans des zones rurales de Midi-Pyrénées, thèse de doctorat en Géographie et Aménagement, Université de Toulouse-Le Mirail, 1999, 460p + annexes.
- SAADA (Estelle), Différenciation du produit et concurrence spatiale. Contribution au modèle de la ville circulaire, thèse de doctorat en Sc. Economiques, Université d'Aix-Marseille II, 1998, 211p.
